

INSTRUCTION

N° 09-001-B du 29 janvier 2009

NOR : BUD R 09 00001 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

PROCÉDURE DE PROVISIONS POUR MUTUALISATION

ANALYSE

Date d'application : 29/01/2009

MOTS-CLÉS

MUTUALISATION DES MOYENS ; LOGISTIQUE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ;
RÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT ; SERVICE SUPPORT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	COM									

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Sous-direction des dépenses de l'État et opérateurs

Bureau CE-2A

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	6
CHAPITRE 1 PRÉSENTATION DE LA PROCÉDURE DE PROVISION POUR MUTUALISATION.....	7
1. DÉFINITION.....	7
2. CADRE NORMATIF	7
3. CHAMP D'APPLICATION	8
CHAPITRE 2 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE PROVISION POUR MUTUALISATION.....	9
1. LES PRÉALABLES À LA MUTUALISATION DES FONCTIONS LOGISTIQUES	9
1.1. La convention de mutualisation	9
1.2. Le budget prévisionnel de la mutualisation logistique.....	10
1.3. Présentation de la procédure	10
1.4. Le rôle des ordonnateurs secondaires.....	10
1.4.1 Les services contributeurs	10
1.4.2 Le service support	11
1.5. Le rôle des trésoriers-payeurs généraux.....	12
1.5.1. Le service contributeur et le service support relèvent du même comptable.....	12
1.5.2. Le service contributeur et le service support ne relèvent pas du même comptable.....	12
2. LE PAIEMENT DES DÉPENSES LOGISTIQUES MUTUALISÉES	13
2.1. Le rôle du service support	13
2.1.1. Engagement des dépenses mutualisées	13
2.1.2 Mandatement des dépenses mutualisées	13
2.2. Le rôle du comptable assignataire.....	13
3. RESTITUTION COMPTABLE ET VENTILATION PÉRIODIQUE PAR SERVICES	14
4. RÉGULARISATION DE LA PROVISION EN FIN DE GESTION.....	14
CHAPITRE 3 LA PROCÉDURE DE PROVISION POUR MUTUALISATION SIMPLIFIÉE – L'UTILISATION DES VARIANTES DE LA PROCÉDURE	15
1. LES PRÉALABLES À L'UTILISATION DES VARIANTES DE LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE.....	15
2. LE VERSEMENT DES PROVISIONS POUR MUTUALISATION	15
3. L'ENCAISSEMENT DES PROVISIONS POUR MUTUALISATION.....	16
3.1. Variante n° 1 de la procédure.....	16

3.2. Variante n° 2 de la procédure.....	16
4. LE PAIEMENT DES DÉPENSES MUTUALISÉES	16
4.1. Variante n° 1 de la procédure.....	16
4.2. Variante n° 2 de la procédure.....	16
5. CONTRÔLE PÉRIODIQUE DE L'EXÉCUTION DE LA MUTUALISATION.....	17
6. RÉGULARISATION DES OPÉRATIONS EN FIN D'ANNÉE.....	17
6.1. La provision est supérieure au montant réel des dépenses mutualisées.....	17
6.1.1. Variante n° 1 de la procédure.....	17
6.1.2. Variante n° 2 de la procédure.....	17
6.2. La provision est inférieure au montant réel des dépenses logistiques.....	18
6.2.1. Variante n° 1 de la procédure.....	18
6.2.2. Variante n° 2 de la procédure.....	18
CHAPITRE 4 LES ÉCRITURES COMPTABLES DE LA PROVISION POUR MUTUALISATION (PROCÉDURE DE DROIT COMMUN).....	19
1. COMPTABILISATION DU VERSEMENT DE LA PROVISION.....	19
1.1. Comptabilisation de la provision et de la dette par l'ordonnateur	19
1.2. Validation du mandat de « provision » par le comptable.....	19
1.3. Transfert de la provision au comptable du service support.....	19
2. CONSTATATION DE L'ENCAISSEMENT DE LA PROVISION.....	20
2.1. Encaissement de la provision (service dépense)	20
2.2. Constatation de la disponibilité des fonds et des droits à rétablissement de crédits aux comptes 485 (écriture manuelle)	20
3. COMPTABILISATION DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS AU PROFIT DU SERVICE SUPPORT	21
3.1. L'application NDC génère l'écriture automatique suivante :	21
3.2. L'exécution du rétablissement de crédits est constatée par l'écriture manuelle suivante saisie en CGL :	21
4. PAIEMENT DES DÉPENSES LOGISTIQUES	21
4.1. Constatation de la dette	21
4.2. Validation du mandat de paiement.....	22
5. COMPTABILISATION DE LA RESTITUTION DE PROVISION NON EMPLOYÉE PAR LE SERVICE SUPPORT	22
5.1. Constatation de l'apurement du compte 431.464x et de la dette due au service contributeur	22

5.2. Validation du mandat de remboursement du reliquat de provision non employé (mode de règlement DV).....	23
5.3. Constatation du paiement (écriture manuelle en CGL).....	23
6. COMPTABILISATION DU RELIQUAT DE PROVISION ET DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS AU PROFIT DU SERVICE CONTRIBUTEUR	23
6.1. Constatation de l'encaissement du reliquat de provision.....	23
6.1.1. Le comptable assignataire du service contributeur est le même que celui du service support.....	23
6.1.2. Le comptable assignataire du service contributeur est différent de celui du service support.....	23
6.2. Constatation de la disponibilité des fonds restitués et des droits à rétablissement de crédits	24
6.3. Comptabilisation du rétablissement de crédits à hauteur du reliquat restitué	24
6.4. Comptabilisation de l'exécution du rétablissement de crédits par l'écriture manuelle saisie en CGL	24
7. VENTILATION DES PROVISIONS PAR LES SERVICES CONTRIBUTEURS ET LE SERVICE SUPPORT (PROCÉDURE DE DROIT COMMUN).....	24
8. APUREMENT DES COMPTES D'AVANCES	25
8.1. La provision est supérieure au montant réel des dépenses logistiques	25
8.2. La provision est inférieure au montant réel des dépenses logistiques.....	25
CHAPITRE 5 LES ÉCRITURES COMPTABLES DES VARIANTES DE LA PROCÉDURE DE PROVISION POUR MUTUALISATION SIMPLIFIÉE	27
1. LES ÉCRITURES COMPTABLES DE LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE - VARIANTE N° 1	27
1.1. Comptabilisation du versement de la provision par les services contributeurs.....	27
1.1.1. Constatation de la dette (écriture automatique en CGL)	27
1.1.2. Validation du mandat de paiement	27
1.1.3. Mise en paiement (écriture manuelle en CGL)	27
1.2. Constatation de l'encaissement de la provision par le service support	28
1.3. Comptabilisation du rétablissement de crédit de la provision au profit du service support.....	28
1.4. Paiement des dépenses mutualisées par le service support	28
1.5. Comptabilisation de la restitution de provision non employée par le service support.....	28
1.6. Comptabilisation du reliquat de provision non employée par les services contributeurs ..	28
1.6.1. Constatation de l'encaissement du reliquat de provision	28
1.6.2. Constatation de la disponibilité des fonds restitués et des droits à rétablissement de crédits	29
1.6.3. Constatation de la créance et du produit lié au remboursement du reliquat.....	29

1.7. Comptabilisation de l'exécution du rétablissement de crédits du reliquat de provision par le service contributeur	29
1.8. Vérification par le service contributeur de l'imputation de la provision versée par rapport à celle des dépenses réelles	30
2. LES ÉCRITURES COMPTABLES DE LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE - VARIANTE N° 2	30
2.1. Comptabilisation du versement de la provision par les services contributeurs.....	30
2.2. Constatation de l'encaissement de la provision par le service support	30
2.2.1. Comptabilisation de l'encaissement de la provision au profit du service support	30
2.2.2. Constatation de la disponibilité des fonds et des droits à rétablissement de crédits.....	31
2.2.3. Constatation de la créance et du produit liés à la provision reçue.....	31
2.3. Comptabilisation du rétablissement de crédits de la provision au profit du service support.....	31
2.4. Le paiement des dépenses mutualisées par le service support	31
2.4.1. Constatation de la dette (écriture automatique en CGL)	31
2.4.2. Validation du mandat de paiement	31
2.5. Comptabilisation de la restitution de provision non employée par le service support.....	32
2.5.1. Constatation de la dette à l'égard des services contributeurs (écriture automatique en CGL).....	32
2.5.2. Validation du mandat de paiement	33
2.5.3. Mise en paiement (écriture manuelle en CGL)	33
2.6. Comptabilisation du reliquat de provision par les services contributeurs.....	33
2.7. Comptabilisation de l'exécution du rétablissement de crédits du reliquat de provision par le service contributeur	33
2.8. Vérification par le service contributeur de l'imputation de la provision versée par rapport à celle des dépenses réelles	34

PRÉAMBULE

La circulaire du Premier ministre du 2 janvier 2006 relative à la mise en œuvre des propositions de réforme de l'administration départementale de l'État et celle du 7 juillet 2008 relative à l'organisation de l'administration départementale de l'État engagent les préfets à renforcer l'unité et la lisibilité de l'action et de l'organisation de l'État par la mutualisation des moyens des services placés sous leur autorité.

La mise en commun des moyens logistiques au sein des services déconcentrés répond à trois objectifs essentiels :

- la professionnalisation accrue des services en charge des fonctions mutualisées ;
- la recherche d'économies d'échelle notamment en répartissant le coût d'un équipement entre les différents services utilisateurs ;
- la recherche d'une solution de « facturation » entre services.

Un service prestataire appelé « service support » exécute pour le compte des services dits « contributeurs » les dépenses mutualisées. Le service support et les services contributeurs ont qualité d'ordonnateur secondaire.

La présente instruction vise à permettre la mise en commun des dépenses logistiques des services déconcentrés de l'État en utilisant une technique budgétaire et comptable spécifique dite de « provision pour mutualisation ».

Cette technique constitue une variante simplifiée de la procédure de la provision utilisée pour l'entretien des bases aériennes.

La technique de provision pour mutualisation permet ainsi d'utiliser la procédure de provisions des bases aériennes en l'étendant à d'autres fonctions logistiques et à l'ensemble des services déconcentrés de l'État.

La technique de provision pour mutualisation propose également deux pistes de simplification de la procédure de droit commun :

- *1^{ère} piste de simplification* : l'imputation définitive du versement de la provision pour mutualisation par le (ou les) service(s) contributeur (s) en comptabilité générale de l'État (classes 2 ou 6) avec utilisation d'un compte pivot par le service support ;
- *2^{ème} piste de simplification* : l'imputation définitive du versement de la provision pour mutualisation par le (ou les) service(s) contributeur(s) sans utilisation d'un compte pivot par le service support.

L'utilisation de la 1^{ère} piste de simplification de la technique de provision pour mutualisation est appelée dans la présente instruction « variante n° 1 » et celle de la 2^{ème} « variante n° 2 ».

Ces variantes simplifiées de la procédure sont détaillées en partie 3 de la présente instruction.

À la différence du rétablissement de crédits, la technique de provision pour mutualisation permet d'éviter que le service support ne pré-finance sur ses propres crédits budgétaires les dépenses logistiques effectuées pour le compte des services contributeurs.

Elle est ainsi particulièrement adaptée à la mutualisation des dépenses entre services déconcentrés de l'État.

La présente instruction a vocation à s'appliquer à l'ensemble des services déconcentrés de l'État.

CHAPITRE 1

PRÉSENTATION DE LA PROCÉDURE DE PROVISION POUR MUTUALISATION

1. DÉFINITION

La procédure budgétaire et comptable de provision pour mutualisation est une modalité particulière de rétablissement de crédits entre services de l'État.

Le rétablissement de crédits a pour objet de reconstituer au profit d'un ordonnateur « bénéficiaire » les crédits qu'il a consommés à concurrence des remboursements obtenus.

Cette procédure peut s'analyser comme une opération de réduction des dépenses déjà constatées au titre d'un exercice et sur un programme donné.

Elle présente pourtant une contrainte majeure : le rétablissement de crédits ne peut intervenir qu'après la constatation de la dépense qui doit être annulée.

Le versement d'une provision (pour mutualisation) permet au contraire au service « prestataire » (service support) de régler les dépenses (mutualisées), pour le compte de services contributeurs, sans faire l'avance sur ses crédits budgétaires.

L'utilisation de cette procédure desserre ainsi les contraintes budgétaires et de trésorerie inhérentes à la procédure générale de rétablissement de crédits.

2. CADRE NORMATIF

La loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux Lois de finances autorise l'affectation de certaines recettes à certaines dépenses.

Cette affectation peut prendre la forme d'une procédure particulière au sein du budget général, d'un budget annexe ou d'un compte spécial.

Dans ce cadre, l'article 17 de la loi organique autorise la procédure de rétablissement de crédits :

« Peuvent donner lieu à rétablissement de crédits dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé des finances :

- les recettes provenant de la restitution au Trésor de sommes payées indûment ou à titre provisoire sur crédits budgétaires ;*
- les recettes provenant de cessions entre services de l'État ayant donné lieu à paiements sur crédits budgétaires ».*

La technique de provision pour mutualisation est une modalité particulière de rétablissement de crédits.

3. CHAMP D'APPLICATION

La circulaire du Premier ministre du 2 janvier 2006 relative à la mise en œuvre des propositions de réforme de l'administration départementale de l'État liste les fonctions logistiques (supports) susceptibles d'être mutualisées :

- utilisation commune d'une imprimerie ;
- gestion coordonnée du parc automobile ;
- partage d'un standard ;
- partage d'un espace d'archivage ;
- gestion du parc immobilier ;
- partage d'un équipement.

La circulaire du 7 juillet 2008 relative à l'organisation de l'administration départementale de l'État indique, de manière générale, que le champ d'application de la mutualisation peut porter sur l'ensemble des achats et des fonctions supports des services déconcentrés de l'État.

CHAPITRE 2

DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE PROVISION POUR MUTUALISATION

1. LES PRÉALABLES À LA MUTUALISATION DES FONCTIONS LOGISTIQUES

1.1. LA CONVENTION DE MUTUALISATION

Le service support et les services contributeurs doivent formaliser la mutualisation de la fonction support qu'ils souhaitent mettre en œuvre.

La mise en commun des moyens doit faire l'objet d'une convention entre les différents services de l'État concernés. Ce document doit préciser *a minima* les éléments suivants :

- la (ou les) fonction(s) logistique(s) mutualisée(s) ;
- le service support et les services contributeurs (identification par le couple programme / code ordonnateur correspondant à chacun des acteurs) ;
- le (ou les) programme(s) concerné(s) ;
- la nature des dépenses susceptibles d'être engagées et mandatées dans le cadre de la mutualisation, correspondant au(x) compte(s) PCE sur le(s)quel(s) s'imputeront les dépenses définitives (paragraphe de la nomenclature d'exécution budgétaire) ;
- le cas échéant, les modalités de « facturation » (participation forfaitaire ou contribution au *prorata* des consommations effectives) ;
- les échéances et les modalités de compte-rendu d'exécution financière de la convention.

La technique de provision pour mutualisation nécessite de ventiler périodiquement les dépenses logistiques afin que la compatibilité générale de l'État reflète de manière fidèle les dépenses correspondant à la fonction mutualisée.

La périodicité des ventilations ne doit pas excéder un trimestre.

Sur la base des modalités de « facturation » et du calendrier de restitution définis par la convention, le service support devra adresser un compte-rendu des dépenses effectuées et ventilées par service permettant la régularisation des mandatements dans la comptabilité générale des services contributeurs et dans la sienne.

La mutualisation d'une fonction support ne peut être opérationnelle avant l'attribution d'un libellé aux comptes d'avances utilisés.

Dès le stade de la préparation de la convention, il convient de s'assurer de la présence des comptes PCE (voir tableau *infra*) dans la nomenclature d'exécution budgétaire des programmes concernés.

En cas d'absence de certains comptes pour certains programmes, la mise à jour de la nomenclature d'exécution doit être réalisée selon la procédure habituelle.

La convention portant mutualisation prévoit la date du versement de la provision initiale au service support.

La possibilité pour le service support de payer pour le compte d'un service contributeur au-delà de la provision qu'il a versée doit être également prévue, ainsi que les modalités de régularisation.

1.2. LE BUDGET PRÉVISIONNEL DE LA MUTUALISATION LOGISTIQUE

Le budget prévisionnel est un état évaluatif annuel des dépenses logistiques de l'ensemble des services parties à la convention que le service support engage, liquide et mandate au titre de la mutualisation.

Le budget prévisionnel de la fonction logistique doit être élaboré par le service support en collaboration avec les services contributeurs.

En raison des contraintes liées aux rétablissements de crédits en « Palier LOLF », ce budget est élaboré sur la base AE = CP sur la gestion concernée.

La convention portant mutualisation de la fonction logistique et le budget prévisionnel sont transmis aux trésoriers-payeurs généraux sur la caisse desquels sont assignées les dépenses des services parties à la convention.

1.3. PRÉSENTATION DE LA PROCÉDURE

Dans le cadre de la convention, les services contributeurs versent au début de la gestion une somme équivalente à leur quote-part des dépenses mutualisées (la provision) au service support.

La provision est en principe constituée en une seule fois pour le montant indiqué dans le budget prévisionnel. Le versement d'une provision initiale partielle peut être prévu par la convention.

Si la provision initiale s'avère insuffisante en cours d'année, des versements complémentaires peuvent être effectués si la convention le prévoit.

1.4. LE RÔLE DES ORDONNATEURS SECONDAIRES

1.4.1 Les services contributeurs

La provision fait l'objet d'un engagement sur le programme et l'action (ou sous action) correspondante. L'engagement d'une dépense logistique référence en principe le titre 3 et la catégorie 1 au sens des dispositions de l'article 5 de la LOLF.

En fonction du projet de mutualisation, l'engagement peut porter sur des dépenses d'investissement et ainsi référencer le titre 5.

Il est visé par l'autorité chargée du contrôle financier dans les conditions de droit commun.

Les services contributeurs procèdent au versement de la provision par mandat de paiement (ou mandat de provision) qu'ils adressent à leur comptable assignataire pour un montant équivalent à leur quote-part.

Pour les fonctions logistiques comprenant des dépenses d'investissement, le service contributeur mandate une provision équivalente aux consommations de CP attendus au titre de l'année en cours.

Le mandat de provision référence la convention de mutualisation. Il est imputé sur le compte PCE correspondant à la fonction logistique mutualisée (Cf. tableau ci-dessous).

Il donne lieu à une écriture en comptabilité générale de l'État sur une subdivision du compte 431.463 « *Avances sur commandes internes au budget – Avances versées par le service débiteur – Libellé de la fonction logistique* ».

Fonction logistique mutualisée (à préciser)	Comptes d'avances versées par le service contributeur	Code alphanumérique associé	Comptes d'avances reçues par le service support	Code alphanumérique associé
Fonction 1	431.4631	FA	431.4641	NU
Fonction 2	431.4632	FB	431.4642	NV
Fonction 3	431.4633	FC	431.4643	NW
Fonction 4	431.4634	FD	431.4644	NX
Fonction 5	431.4635	FE	431.4645	NY
Fonction 6	431.4636	FF	431.4646	NZ

Pour le service contributeur, le mandat de paiement imputé sur une subdivision du compte 431.463 permet un suivi global de l'avance versée au service support. Les versements de provision ne sont pas ventilés par nature de dépense en comptabilité générale de l'État.

Du point de vue de la comptabilité budgétaire, le mandat de provision entraîne une consommation des crédits du programme / action / sous-action du budget du service contributeur et diminue ainsi les crédits disponibles.

Les services contributeurs informent, de manière simultanée, le service support du versement de la provision.

1.4.2 Le service support

Dès la signature de la convention de mutualisation, le service support peut (en liaison avec son responsable de BOP) créer une opération spécifique dans l'application NDL pour un montant correspondant à sa propre quote-part (AE). Cette opération, facultative, est de nature à faciliter le suivi de la fonction logistique.

1.4.2.1 Versement d'une contribution à lui-même (facultatif)

Pour matérialiser sa propre contribution à la mutualisation, le service support procède à l'engagement de sa quote-part du budget prévisionnel. Il mandate sa provision, dans les mêmes conditions que les services contributeurs, à l'exception du bénéficiaire du mandat qui est dans ce cas le même que l'émetteur.

Parallèlement, il crée un engagement comptable spécifique et distinct désigné sous le terme « *engagement amorcé* » d'un montant de 1 € qui enregistrera les opérations de rétablissement de crédits correspondant aux provisions.

Cet engagement doit impérativement être enregistré avant de procéder aux rétablissements de crédits.

NB :

Pour le service support comme pour les services contributeurs, les autorisations d'engagement sont consommées dès le versement de la provision, et non au moment de l'engagement juridique des dépenses mutualisées par le service support. Ceci ne fait pas obstacle à un suivi des engagements juridiques au plus près du fait générateur hors système d'information.

1.4.2.2 Encaissement des provisions

L'encaissement des provisions par le service support est constaté au crédit du compte 431.464x « *Avances sur commandes internes au budget – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* ».

Simultanément, la disponibilité des fonds et les droits à rétablissement de crédits sont respectivement constatés au crédit du compte 485.x12 et au débit du compte 485.91 « *Droits à rétablissement de crédits – Reversements ou Titres de l'année courante* ».

Le service support établit ensuite, pour un montant équivalent aux sommes versées au titre des provisions (y compris sa quote-part), un BADEP dans l'application de gestion NDL.

Le BADEP référence le compte d'engagement amorce.

Le BADEP est transmis au comptable assignataire du service support afin qu'il procède aux rétablissements de crédits pour un montant égal à la somme des provisions qu'il reçoit.

En comptabilité auxiliaire de la dépense, le BADEP entraîne une augmentation du disponible à mandater sur l'engagement comptable amorce.

Le BADEP est imputé sur un des deux comptes 485.512 « *Reversements de fonds sur dépenses ordinaires (fonctionnement) – Niveau local en métropole – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* » ou 485.612 « *Reversements de fonds sur dépenses en capital (investissement) – Niveau local en métropole – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* » et sur le programme qui bénéficie du rétablissement de crédits des provisions reçues par le service support.

Le BADEP fait référence à l'une des subdivisions du compte 431.464 « *Avances sur commandes internes au budget – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* » qui a reçu les provisions faisant l'objet du rétablissement de crédits.

Les masses créditrices des subdivisions du compte 431.464 retracent donc la totalité des provisions encaissées par le service support, susceptibles d'être mandatées au titre de la mutualisation de la fonction logistique.

Elles correspondent par ailleurs à la somme des masses débitrices des subdivisions du compte 431.463.

1.5. LE RÔLE DES TRÉSORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX

1.5.1. Le service contributeur et le service support relèvent du même comptable

Le comptable vérifie que le BADEP émis par le service support et les mandats de provision émis par les services contributeurs sont établis au titre de la même gestion et correspondent à la même fonction mutualisée.

Le trésorier-payeur général comptabilise le versement initial de la provision à réception du mandat de paiement. Il exécute le rétablissement de crédits au profit du service support à réception du BADEP.

Les fonds transitent entre les deux budgets par l'intermédiaire du compte 183.1 « *Compte de liaison entre ministères – Opérations internes liées à des rétablissements de crédits régularisés par le même comptable assignataire* ».

1.5.2. Le service contributeur et le service support ne relèvent pas du même comptable

En plus des contrôles précédemment décrits, le comptable assignataire du service contributeur transfère la provision pour mutualisation au comptable assignataire du service support.

Cette opération nécessite des pièces supplémentaires soit : un bordereau de transfert, un état référençant le service support et une copie de la convention portant mutualisation de la fonction logistique.

Les fonds transitent par le compte de transfert 391.31 « *Transferts divers entre comptes supérieurs – Transferts de recettes* ».

2. LE PAIEMENT DES DÉPENSES LOGISTIQUES MUTUALISÉES

Les rétablissements de crédits correspondant aux provisions abondant le disponible à mandater sur l'engagement amorce permettent le mandatement des dépenses mutualisées.

2.1. LE RÔLE DU SERVICE SUPPORT

2.1.1. Engagement des dépenses mutualisées

Dans la comptabilité budgétaire de l'État, les AE ont été consommées dès le stade de l'engagement des provisions.

Les engagements juridiques correspondant aux dépenses mutualisées ne sont donc pas saisis dans les applications de gestion.

En revanche, ils sont enregistrés dans une comptabilité auxiliaire tenue par ailleurs, et ils sont soumis au contrôleur financier dans les conditions de droit commun.

2.1.2 Mandatement des dépenses mutualisées

Le service support mandate la dépense sur le compte d'engagement amorce.

Le code alphanumérique du compte PCE à référencer lors du mandatement est celui qui correspond aux provisions reçues : les dépenses ne sont pas imputées à ce stade sur les comptes de charges ou d'immobilisations.

Les mandats de paiement sont ainsi imputés sur la subdivision du compte 431.464 et sur les crédits rétablis sur le programme / action / sous-action.

Les mandats de paiement sont appuyés des pièces justificatives (factures du fournisseur) des dépenses logistiques liquidées.

Le service support indique les comptes PCE correspondant à la nature de la dépense en annotant les factures de façon manuscrite. Les mandats de paiement sont adressés au comptable assignataire de la dépense.

Le service support, hors de l'application de gestion N.D.L., tient une comptabilité auxiliaire pour identifier :

- la quote-part de la dépense mandatée imputable à chacun des services contributeurs (y compris sa propre quote-part) ;
- la ventilation de cette quote-part par nature au niveau du compte PCE.

2.2. LE RÔLE DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le trésorier-payeur général effectue sur les dépenses logistiques les contrôles prévus aux articles 12 et 13 du décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

L'analyse objective des enjeux et des risques conduit à contrôler de manière exhaustive les mandats de paiement de dépenses logistiques faisant l'objet d'une mutualisation.

Le trésorier-payeur général du service support s'assure que les comptes PCE mentionnés sur les factures correspondent à la nature des dépenses portées sur les factures.

Il signale sans délai à l'ordonnateur les imputations proposées qui lui paraissent erronées en indiquant le compte PCE adéquat. Il les corrige le cas échéant sur les factures transmises.

Le trésorier-payeur général contrôle par ailleurs que la nature des dépenses mandatées est prévue par la convention.

Ce contrôle permet d'éviter les problèmes de régularisation lors de la « facturation » des dépenses logistiques aux services contributeurs.

3. RESTITUTION COMPTABLE ET VENTILATION PÉRIODIQUE PAR SERVICES

Le service support « facture » selon l'échéancier fixé par la convention aux services contributeurs les dépenses réalisées pour leur compte.

Sur la base de la comptabilité auxiliaire, un état récapitulatif correspondant à sa quote-part des dépenses mutualisées est adressé à chaque service contributeur.

Cet état détaille les comptes PCE à mouvementer. Il est appuyé des copies des factures mandatées.

Afin que la comptabilité générale de l'État reflète de manière fidèle les dépenses mutualisées, cet état de dépenses doit être établi au minimum de manière trimestrielle.

À réception, les services contributeurs (et le service support pour sa quote-part) ventilent le versement de leur provision par nature de dépenses à hauteur des mandatements réalisés par le service support.

Cette reventilation s'opère par la transaction REMAN dans l'application NDL et porte sur le mandat de provision.

La pièce justificative de la reventilation de la quote-part des services contributeurs en comptabilité générale de l'État est la facture interne (état récapitulatif).

L'ancienne imputation correspond à la subdivision du compte 431.463, et la nouvelle correspond à la nature des dépenses réellement mandatées par le service support.

Cette opération permet de régulariser la comptabilité générale de l'État de façon périodique.

4. RÉGULARISATION DE LA PROVISION EN FIN DE GESTION

Avant la fin de la gestion, la provision doit être totalement soldée et régularisée par rapport aux dépenses mandatées au titre de la fonction logistique. Les comptes de 431.463 et 431.464 doivent être apurés.

Lorsque la provision versée initialement par un service contributeur est supérieure aux dépenses logistiques mandatées par le service support, le reliquat de provision non mandaté doit être reversé selon la technique de provision pour mutualisation sur le budget des services contributeurs où elle donne lieu à rétablissement de crédits.

CHAPITRE 3

LA PROCÉDURE DE PROVISION POUR MUTUALISATION SIMPLIFIÉE – L'UTILISATION DES VARIANTES DE LA PROCÉDURE

La technique de provision pour mutualisation propose deux pistes de simplification de la procédure de droit commun.

La 1^{ère} piste de simplification consiste, pour le (ou les) service(s) contributeur (s), à imputer directement le versement de la provision en comptabilité générale de l'État (classes 2 ou 6), avec utilisation du compte pivot (compte 431.464) par le service support.

La 2^{ème} piste de simplification consiste, pour le (ou les) service(s) contributeur (s), à imputer directement le versement de la provision en comptabilité générale de l'État, sans utilisation du compte pivot par le service support.

L'utilisation de ces variantes permet d'éviter aux services de procéder à des opérations de reventilation *ex post* des dépenses mutualisées en comptabilité générale de l'État.

La présente partie de l'instruction détaille uniquement les simplifications apportées par les variantes par rapport à la procédure de droit commun.

1. LES PRÉALABLES À L'UTILISATION DES VARIANTES DE LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE

L'utilisation des pistes de simplification de la procédure de provision pour mutualisation suppose de déterminer précisément la nature des dépenses mutualisées et leur répartition par services contributeurs dès le stade de la convention.

En d'autres termes, l'exécution budgétaire de la mutualisation doit être conforme à la prévision telle qu'elle est fixée dans la convention.

À défaut, les variantes de la procédure ne présentent aucun avantage et ne constituent pas une simplification.

La convention pour mutualisation doit être complétée des éléments suivants :

- la variante de la procédure de provision pour mutualisation utilisée ;
- la nature de la dépense ventilée par compte de charge et la répartition des dépenses mutualisées par service contributeur.

Le service support doit s'assurer dès la convention de la présence des comptes PCE dans la nomenclature d'exécution budgétaire des programmes concernés.

Les modalités de restitution comptable sont identiques pour les variantes de la procédure, les états de facturation permettant de s'assurer que l'exécution est conforme à la prévision.

Le budget prévisionnel doit indiquer précisément le montant de la quote-part des services contributeurs ventilée par compte PCE.

2. LE VERSEMENT DES PROVISIONS POUR MUTUALISATION

Le mandat de paiement correspondant au versement des provisions pour mutualisation référence la convention.

Il est imputé sur le (ou les) compte(s) PCE correspondant à la nature de la dépense conformément au budget prévisionnel.

La comptabilité générale des services contributeurs (et du service support pour sa quote-part) est ainsi mise à jour lors du versement des provisions.

3. L'ENCAISSEMENT DES PROVISIONS POUR MUTUALISATION

Le service support établit un BADEP dans l'application de gestion NDL selon les modalités décrites ci-dessous. Le BADEP référence le compte d'engagement amorce.

3.1. VARIANTE N° 1 DE LA PROCÉDURE

Le service support encaisse la provision selon les conditions de la procédure de droit commun.

3.2. VARIANTE N° 2 DE LA PROCÉDURE

Le service support comptabilise l'encaissement de la provision au crédit du compte 431.713 « *Reversements de fonds encaissés au comptant* » assorti de la spécification comptable 485.x12 appropriée.

Simultanément, il constate la créance au débit du compte 431.713 par un crédit du compte 728.52 « *Produits des reversements entre services de l'État - Opérations internes* ».

Les comptes 431.713 et 728.52 sont assortis par l'une des spécifications comptables suivantes, correspondant aux dépenses mutualisées :

- compte n°485.512 « *Reversements de fonds sur dépenses ordinaires (fonctionnement) – Niveau local en métropole – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* » ou
- compte n°485.612 « *Reversements de fonds sur dépenses en capital (investissement) – Niveau local en métropole – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* ».

Le BADEP établi pour rétablir la provision reçue, renseigne le programme budgétaire supportant les dépenses mutualisées et référence le compte 485 correspondant à la spécification comptable créditée lors de l'encaissement des fonds.

4. LE PAIEMENT DES DÉPENSES MUTUALISÉES

Le service support mandate la dépense sur le compte d'engagement.

4.1. VARIANTE N° 1 DE LA PROCÉDURE

Le mandat de paiement référence le compte d'avances reçues de la fonction support mutualisée (subdivision du compte 431.464).

Le service support tient une comptabilité auxiliaire afin de contrôler périodiquement que la ventilation des dépenses mutualisées par compte PCE est bien celle prévue par le budget prévisionnel. Il annote les factures des comptes PCE correspondant à la nature de la dépense.

4.2. VARIANTE N° 2 DE LA PROCÉDURE

Le mandat de paiement référence le (ou les) compte(s) de charge correspondant à la nature de la dépense.

Le service support peut tenir une comptabilité auxiliaire des dépenses mutualisées allégée dans la mesure où la ventilation par compte PCE est disponible dans NDL ou dans l'application ministérielle de gestion. En revanche, la répartition par services contributeurs doit être établie hors application.

5. CONTRÔLE PÉRIODIQUE DE L'EXÉCUTION DE LA MUTUALISATION

La comptabilité générale de l'État a été mise à jour lors du versement des provisions pour mutualisation.

Le service support doit cependant effectuer un contrôle périodique afin de s'assurer que la nature des dépenses prévues par la convention et celle des dépenses réalisées sont identiques.

Afin que la comptabilité générale de l'État reflète de manière fidèle les dépenses mutualisées, ce contrôle doit être effectué de manière trimestrielle.

Le contrôle périodique est réalisé au vu d'un état récapitulatif retraçant les mêmes informations que l'état de dépenses de la procédure de droit commun.

Lorsque les services de l'État utilisent la variante n° 1 de la procédure, le service support établit cet état à partir de sa comptabilité auxiliaire.

Lorsque les services de l'État utilisent la variante n° 2 de la procédure, l'état de dépenses peut être reconstitué à partir des informations disponibles dans NDL, complété le cas échéant de la ventilation par service.

En cas d'écart entre la prévision et la réalisation de la fonction mutualisée, la correction de la ventilation initiale s'opère par la transaction REMAN de l'application NDL et porte sur le mandat de provision.

6. RÉGULARISATION DES OPÉRATIONS EN FIN D'ANNÉE

6.1. LA PROVISION EST SUPÉRIEURE AU MONTANT RÉEL DES DÉPENSES MUTUALISÉES

Avant la fin de l'année, le service support transmet le décompte définitif des dépenses logistiques.

Les provisions excédentaires sont mandatées par le service support.

Elles donnent lieu à rétablissement de crédits sur les programmes concernés du budget des services contributeurs.

6.1.1. Variante n° 1 de la procédure

Le mandat de remboursement de provisions est imputé sur la subdivision du compte 431.464 « *Avances sur commandes internes au budget – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* » correspondant à la fonction mutualisée.

Le compte 431.464 doit être apuré en fin d'année.

6.1.2. Variante n° 2 de la procédure

Le mandat de remboursement de provisions est imputé sur le compte de charges (classe 6) ou sur le compte d'immobilisations (classe 2) assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et nature » (Programme / action/ sous-action / code alphanumérique).

Lorsque les dépenses mutualisées concernent des dépenses d'investissement, le service support doit neutraliser, après l'apurement des provisions reçues, la quote-part des services contributeurs et le remboursement du reliquat de provisions, qui ne correspondent pas à sa propre quote-part d'immobilisation.

Ces montants doivent être neutralisés en CGL sur le compte 2 « *Immobilisations* » du service support par l'écriture manuelle suivante :

- Débit compte 728.99 « *Neutralisation des produits liés aux immobilisations corporelles remboursées par rétablissement de crédits* »
- Crédit compte 2 « *Immobilisations* » spécification comptable par « *destination* »

À l'actif du compte de la classe 2, ne doit figurer *in fine* que le montant de la quote-part d'immobilisation du service support.

6.2. LA PROVISION EST INFÉRIEURE AU MONTANT RÉEL DES DÉPENSES LOGISTIQUES

La provision s'avère inférieure au coût réel des dépenses, le service contributeur verse une provision complémentaire.

6.2.1. Variante n° 1 de la procédure

Le service support apure son compte d'avances et demande, par voie de rétablissement de crédits, les crédits de paiement correspondants.

Dans ce cas, le versement de la provision et le rétablissement de crédits sont effectués selon les mêmes modalités que pour la provision initiale.

Le compte 431.464 doit être apuré en fin d'année.

6.2.2. Variante n° 2 de la procédure

Le versement de la provision et le rétablissement des crédits sont effectués selon les mêmes modalités que pour la provision initiale.

CHAPITRE 4

LES ÉCRITURES COMPTABLES DE LA PROVISION POUR MUTUALISATION (PROCÉDURE DE DROIT COMMUN)

1. COMPTABILISATION DU VERSEMENT DE LA PROVISION

Le service contributeur saisit le mandat de versement de la provision dans l'application NDL au moyen de la transaction MANDI en référençant le mode de règlement DV "*règlements divers*". Il est assigné sur son trésorier-payeur général de rattachement.

Lors de la validation, le comptable sélectionne le compte CGE 431.72. Le compte 431.72 est crédité automatiquement par l'application NDC. La dépense est enregistrée dans la comptabilité du service contributeur.

L'application NDC génère les deux écritures suivantes pour intégration en comptabilité générale.

1.1. COMPTABILISATION DE LA PROVISION ET DE LA DETTE PAR L'ORDONNATEUR

- Débit compte 431.463x « *Avances sur commandes internes au budget général – Avances versées par le service débiteur – Libellé de la fonction logistique* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » (Programme / action / sous-action) réservée à la fonction logistique mutualisée
- Crédit compte 431.842 « *Dettes liées aux avances sur commandes et opérations diverses* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique)

1.2. VALIDATION DU MANDAT DE « PROVISION » PAR LE COMPTABLE

- Débit compte 431.842 « *Dettes liées aux avances sur commandes et opérations diverses* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique).
- Crédit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits – Opérations internes* » (mode de règlement DV).

1.3. TRANSFERT DE LA PROVISION AU COMPTABLE DU SERVICE SUPPORT

(écriture manuelle saisie en CGL)

Le comptable assignataire du service support de la mutualisation est le même que celui du service contributeur.

- Débit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits* »
- Crédit compte 183.1 « *Comptes de liaison entre ministères – Opérations internes liées à des rétablissements de crédits régularisées par le même comptable assignataire* »

Le comptable assignataire du service support de la mutualisation est différent de celui du service contributeur.

- Débit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits* »
 - Crédit compte 391.31 « *Transferts divers entre comptables supérieurs – Transferts de recettes* »
- assorti de la spécification comptable (sur 4 caractères) correspondant au numéro codique du comptable du service support, destinataire du transfert de la provision.

À l'appui du transfert de la provision est joint la référence du mandat de paiement effectué par le service contributeur et celle de la convention confiant la dépense logistique au service support.

2. CONSTATATION DE L'ENCAISSEMENT DE LA PROVISION

2.1. ENCAISSEMENT DE LA PROVISION (SERVICE DÉPENSE)

À réception de la provision, l'encaissement est constaté au crédit du compte 431.464x « *Avances sur commandes internes du budget général – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* ».

Simultanément, la disponibilité des fonds et les droits à rétablissement de crédits sont respectivement constatés au compte 485.x12 et au compte 485.91.

2.1.1 le comptable assignataire du service support (créancier) de la mutualisation est le même que celui du service contributeur

- Débit compte 183.1 « *Comptes de liaison entre ministères – Opérations internes liées à des rétablissements de crédits régularisées par le même comptable assignataire* »
- Crédit compte 431.464x « *Avances sur commandes internes du budget général – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* »

2.1.2 le comptable assignataire du service support (créancier) de la mutualisation est différent de celui du service contributeur

- Débit compte 391.31 « *Transferts divers entre comptables supérieurs – Transferts de recettes* »
- Crédit compte 431.464x « *Avances sur commandes internes du budget général – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* »

2.2. CONSTATATION DE LA DISPONIBILITÉ DES FONDS ET DES DROITS À RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS AUX COMPTES 485 (ÉCRITURE MANUELLE)

- Débit compte 485.91 « *Droits à rétablissement de crédits – Reversements ou Titres de l'année courante* »
- Crédit compte 485.x12 « *Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* »

3. COMPTABILISATION DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS AU PROFIT DU SERVICE SUPPORT

Le service support saisit le rétablissement de crédit sur la provision initiale dans l'application NDL au moyen de la transaction BADEP RC événement 613.

Après validation du BADEP par le comptable (service Dépense), les crédits budgétaires sont rétablis sur le programme du budget du service support servant au paiement des dépenses logistiques.

3.1. L'APPLICATION NDC GÉNÈRE L'ÉCRITURE AUTOMATIQUE SUIVANTE :

- Débit négatif compte 485.8 « *Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler – Compte technique* »
spécification comptable par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique) figurant sur le BRADO.
- Débit positif compte 485.8 « *Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler – Compte technique* »

3.2. L'EXÉCUTION DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS EST CONSTATÉE PAR L'ÉCRITURE MANUELLE SUIVANTE SAISIE EN CGL :

- Débit compte 485.x12 « *Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* »
- Crédit compte 485.91 « *Droits à rétablissement de crédits – Reversements ou titres de l'année courante* »

4. PAIEMENT DES DÉPENSES LOGISTIQUES

Le service support saisit le mandat de paiement dans l'application NDL au moyen de la transaction MANDI.

Le mandat est imputé sur le compte 431.464x et sur les crédits ouverts sur le programme réservé aux dépenses logistiques mutualisées.

L'application NDC génère les écritures automatiques suivantes :

4.1. CONSTATATION DE LA DETTE

- Débit compte 431.464x « *Avances sur commandes internes au budget général – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » (Programme / action / sous-action)
- Crédit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique) ou
- Crédit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique)

4.2. VALIDATION DU MANDAT DE PAIEMENT

- Débit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique) ou
- Débit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique)
- Crédit compte 399.021 « *Compte de liaison entre applications informatiques* » spécification comptable 05-23

La spécification comptable associée au compte 399.021 comprend le code de l'application remettante NDL : 05, et de l'application destinataire PSAR : 23.

L'application PSAR remet l'écriture automatique suivante constatant le paiement à la CGL

- Débit compte 399.021 « *Compte de liaison entre applications informatiques* » spécification comptable 05-23
- Crédit compte 512.641 « *Banque de France – Moyens de paiement en cours de décaissement – Virements bancaires – Compte d'opérations des comptes centralisateurs* »

5. COMPTABILISATION DE LA RESTITUTION DE PROVISION NON EMPLOYÉE PAR LE SERVICE SUPPORT

Le reliquat de provision non employé est restitué au service contributeur qui récupère ses crédits non utilisés par voie de rétablissement de crédits au moyen de la procédure de la provision utilisée en sens inverse.

Le service support apure la provision par un mandat émis au profit du service contributeur et imputé sur le compte 431.464x « *Avances sur commandes internes du budget général – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* ».

Il saisit le mandat dans l'application NDL au moyen de la transaction MANDI. (événement 610)

Les deux écritures automatiques suivantes sont générées par l'application NDC.

5.1. CONSTATATION DE L'APUREMENT DU COMPTE 431.464X ET DE LA DETTE DUE AU SERVICE CONTRIBUTEUR

- Débit compte 431.464x « *Avances sur commandes internes au budget général – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* » assorti de la spécification comptable de dépense « *Programme / action / sous-action* »
- Crédit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique) ou
- Crédit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique)

5.2. VALIDATION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT DU RELIQUAT DE PROVISION NON EMPLOYÉ (MODE DE RÈGLEMENT DV)

- Débit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique) ou
- Débit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » assorti de la spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique)
- Crédit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits – Opérations internes* »

5.3. CONSTATATION DU PAIEMENT (ÉCRITURE MANUELLE EN CGL)

- Débit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits – Opérations internes* »
- Crédit compte 183.1 « *Comptes de liaison entre ministères – Opérations internes liées à des rétablissements de crédits régularisées par le même comptable assignataire* » ou
- Crédit compte 391.31 « *Transferts divers entre comptables supérieurs – Transferts de recettes* » assorti de la spécification comptable « numéro codique » du comptable assignataire du service contributeur.

6. COMPTABILISATION DU RELIQUAT DE PROVISION ET DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS AU PROFIT DU SERVICE CONTRIBUTEUR

6.1. CONSTATATION DE L'ENCAISSEMENT DU RELIQUAT DE PROVISION

6.1.1. Le comptable assignataire du service contributeur est le même que celui du service support

- Débit compte 183.1 « *Comptes de liaison entre ministères – Opérations internes liées à des rétablissements de crédits régularisées par le même comptable assignataire* »
- Crédit compte 431.463x « *Avances sur commandes internes du budget général – Avances versées par le service débiteur – Libellé de la fonction logistique* »

6.1.2. Le comptable assignataire du service contributeur est différent de celui du service support

- Débit compte 391.31 « *Transferts divers entre comptables supérieurs – Transferts de recettes* »
- Crédit compte 431.463x « *Avances sur commandes internes du budget général – Avances versées par le service débiteur – Libellé de la fonction logistique* »

6.2. CONSTATATION DE LA DISPONIBILITÉ DES FONDS RESTITUÉS ET DES DROITS À RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS

- Débit compte 485.91 « *Droits à rétablissement de crédits – Reversements ou Titres de l'année courante* »
- Crédit compte 485.x12 « *Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* »

6.3. COMPTABILISATION DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS À HAUTEUR DU RELIQUAT RESTITUÉ

Le service contributeur saisit un rétablissement de crédit pour le reliquat dans l'application NDL au moyen de la transaction BADEP (type BADEP RC) événement 613.

Le BADEP est imputé sur le programme qui a réglé la provision initiale et le compte d'engagement. Il comporte la référence du mandat de versement de la provision initiale.

Après validation du BADEP par le comptable, les crédits sont reconstitués à hauteur du reliquat remboursé sur le programme qui a supporté la provision.

L'application NDC génère l'écriture automatisée suivante servant aux restitutions :

- Débit négatif compte 485.8 « *Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler – Compte technique* »
spécification comptable de dépense par « destination » et « nature » (Programme / action / sous-action / code alphanumérique) figurant sur le BADEP
- Débit positif compte 485.8 « *Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler – Compte technique* »

6.4. COMPTABILISATION DE L'EXÉCUTION DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS PAR L'ÉCRITURE MANUELLE SAISIE EN CGL

- Débit compte 485.x12 « *Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* »
- Crédit compte 485.91 « *Droits à rétablissement de crédits – Reversements ou titres de l'année courante* »

7. VENTILATION DES PROVISIONS PAR LES SERVICES CONTRIBUTEURS ET LE SERVICE SUPPORT (PROCÉDURE DE DROIT COMMUN)

L'écriture comptable contractée permettant d'apurer le comptes d'avances 431.463 et de constater la charge définitive nette est la suivante :

- Débit positif compte 6 « *Charges de fonctionnement* » ou compte 2 « *Immobilisations* »
assorti de la spécification comptable par « destination » (programme / action / sous-action)
- Crédit positif compte 431.463x « *Avances sur commandes internes du budget général – Avances versées par le service débiteur – Libellé de la fonction logistique* » spécification comptable par « destination ».

Pour aboutir *in fine* à l'écriture d'apurement, la transaction REMAN dans l'application NDL a été adaptée dans le cadre des fonctions logistiques mutualisées. Elle génère des événements dans NDL qui donnent lieu aux écritures suivantes en CGL par NDC.

- Crédit négatif compte 431.842 « *Dettes liées aux avances sur commandes et opérations diverses* »
spécification comptable « Programme / action / sous-action /code alphanumérique »
 - Crédit positif compte 431.463x « *Avances sur commandes internes du budget général – Avances versées par le service débiteur – Libellé de la fonction logistique* » spécification comptable par « destination »
-
- Débit positif compte 6 « *Charges de fonctionnement* » ou compte 2 « *Immobilisations* »
assorti de la spécification comptable par « destination » (programme / action / sous-action)
 - Crédit positif compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » ou compte 404.1 « *Fournisseurs – Achat d'immobilisations* »
assorti de la spécification comptable par « destination » et par « nature » (code alphanumérique).
-
- Débit négatif compte 431.842 « *Dettes liées aux avances sur commandes et opérations diverses* »
spécification comptable « Programme / action / sous-action /code alphanumérique »
 - Débit positif compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » ou compte 404.1 « *Fournisseurs – Achat d'immobilisations* »
assorti de la spécification comptable par « destination » et par « nature ».

Les services contributeurs et le service support, s'il contribue à la mutualisation, apurent le compte d'avances 431.463 et comptabilisent la charge définitive nette au moyen de la transaction REMAN aménagée.

8. APUREMENT DES COMPTES D'AVANCES

8.1. LA PROVISION EST SUPÉRIEURE AU MONTANT RÉEL DES DÉPENSES LOGISTIQUES

Avant la fin de l'année, le service support transmet le décompte définitif des dépenses logistiques.

Les provisions excédentaires sont mandatées par le service support.

Le mandat de remboursement de provisions est imputé sur la subdivision du compte 431.464 « *Avances sur commandes internes au budget – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la fonction logistique* » correspondant à la fonction mutualisée.

Ils donnent lieu à rétablissement de crédits dans les écritures des services contributeurs selon les modalités décrites ci-dessus.

8.2. LA PROVISION EST INFÉRIEURE AU MONTANT RÉEL DES DÉPENSES LOGISTIQUES

Si la provision s'avère inférieure au coût réel des dépenses, le service contributeur verse une provision complémentaire.

Le service support apure son compte d'avances et demande, par voie de rétablissement de crédits, les crédits de paiement correspondants. Dans ce cas, le versement de la provision et le rétablissement de crédits sont effectués selon les mêmes modalités que pour la provision initiale.

Les écritures de versement de provision et de rétablissement de crédits et de régularisation décrites ci-dessus sont passées au cours de la même gestion.

Les comptes d'avances 431.463 et 431.464 sont soldés en fin de gestion.

CHAPITRE 5

LES ÉCRITURES COMPTABLES DES VARIANTES DE LA PROCÉDURE DE PROVISION POUR MUTUALISATION SIMPLIFIÉE

1. LES ÉCRITURES COMPTABLES DE LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE - VARIANTE N° 1

1.1. COMPTABILISATION DU VERSEMENT DE LA PROVISION PAR LES SERVICES CONTRIBUTEURS

La provision pour mutualisation est imputée directement en CGL dès le stade du versement.

1.1.1. Constatation de la dette (écriture automatique en CGL)

- Débit compte 6 « *Charges de fonctionnement* » assorti de la spécification comptable « *par destination* » (programme / action / sous-action) ou
- Débit compte 2 « *Immobilisations* », assorti de la spécification comptable « *par destination* » (programme / action / sous-action)

- Crédit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable « *par destination* » (programme / action / sous-action) et « *par nature* » (code alphanumérique) ou
- Crédit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » spécification comptable « *par destination* » (programme / action / sous-action) et « *par nature* » (code alphanumérique)

1.1.2. Validation du mandat de paiement

Sélection du mode règlement « Divers » dans l'application NDL.

L'écriture automatique est générée en CGL par le flux « *mandi* ».

- Débit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable « *par destination* » (programme / action / sous-action) et « *par nature* » (code alphanumérique) ou
- Débit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » spécification comptable « *par destination* » (programme / action / sous-action) et « *par nature* » (code alphanumérique)
- Crédit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits – Opérations internes* »

1.1.3. Mise en paiement (écriture manuelle en CGL)

Le comptable assignataire du service support de la mutualisation est différent de celui du service contributeur (transfert au comptable assignataire du service support).

- Débit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits – Opérations internes* »
- Crédit compte 391.31 « Transferts divers entre comptables supérieurs – Transferts de recettes » spécification comptable (sur 4 caractères) du « numéro codique » du comptable du service support

Le comptable assignataire du service support de la mutualisation est le même que celui du service contributeur.

- Débit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits – Opérations internes* »
- Crédit compte 183.1 « *Opérations internes liées à des rétablissements de crédits régularisées par le même comptable assignataire* »

1.2. CONSTATATION DE L'ENCAISSEMENT DE LA PROVISION PAR LE SERVICE SUPPORT

À réception de la provision, le service support constate l'encaissement de la provision au crédit du compte 431.464x « *Avances sur commandes internes – Avances reçues par le service créancier – Libellé de la Fonction logistique* » correspondant à la fonction mutualisée.

Les écritures comptables sont identiques à celles de la procédure de droit commun décrites au paragraphe 2 de la partie IV.

1.3. COMPTABILISATION DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT DE LA PROVISION AU PROFIT DU SERVICE SUPPORT

Les écritures comptables sont identiques à celles de la procédure de droit commun décrites au paragraphe 3 de la partie IV.

1.4. PAIEMENT DES DÉPENSES MUTUALISÉES PAR LE SERVICE SUPPORT

Les écritures comptables sont identiques à celles de la procédure de droit commun décrites au paragraphe 4 de la partie IV.

1.5. COMPTABILISATION DE LA RESTITUTION DE PROVISION NON EMPLOYÉE PAR LE SERVICE SUPPORT

Les écritures comptables sont identiques à celles de la procédure de droit commun décrites au paragraphe 5 de la partie IV.

1.6. COMPTABILISATION DU RELIQUAT DE PROVISION NON EMPLOYÉE PAR LES SERVICES CONTRIBUTEURS

1.6.1. Constatation de l'encaissement du reliquat de provision

À réception du reliquat de provision, le service contributeur constate le remboursement au moyen des écritures manuelles suivantes en CGL :

Le comptable assignataire du service contributeur est le même que celui du service support.

- Débit compte 183.1 « *Opérations internes liées à des rétablissements de crédits régularisées par le même comptable assignataire* »
- Crédit compte 431.713 « *Reversements de fonds encaissés au comptant* » assorti de l'une des spécifications comptables 485.512 ou 485.612

Le comptable assignataire du service contributeur est différent de celui du service support.

- Débit compte 391.31 « *Transferts divers entre comptables supérieurs – Transferts de recettes* » (sans spécification)
- Crédit compte 431.713 « *Reversements de fonds encaissés au comptant* » assorti de l'une des spécifications comptables 485.512 ou 485.612

1.6.2. Constatation de la disponibilité des fonds restitués et des droits à rétablissement de crédits

- Débit compte 485.91 « *Droits à rétablissement de crédits – Reversements ou titres de l'année courante* »
- Crédit compte 485.512 « *Reversements de fonds sur dépenses ordinaires (fonctionnement) – Niveau local en métropole – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* » ou
- Crédit compte 485.612 « *Reversements de fonds sur dépenses en capital (investissement) – Niveau local en métropole – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* »

1.6.3. Constatation de la créance et du produit lié au remboursement du reliquat

- Débit compte 431.713 « *Reversements de fonds encaissés au comptant* » assorti de l'une des spécifications comptables 485.512 ou 485.612
- Crédit compte 728.52 « *Produits des reversements entre services de l'État – Opérations internes* » assorti de la même spécification que celle associée au compte 431.713

1.7. COMPTABILISATION DE L'EXÉCUTION DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS DU RELIQUAT DE PROVISION PAR LE SERVICE CONTRIBUTEUR

Les écritures comptables du rétablissement de crédits sont identiques à celles de la procédure de droit commun décrites aux paragraphes 6.3 et 6.4 de la partie IV.

Cas particulier des dépenses d'investissement mutualisées imputées en classe 2.

Le montant du reliquat de provision remboursé doit être neutralisé en CGL sur le compte 2 « *Immobilisations* » du service contributeur par l'écriture manuelle suivante :

- Débit compte 728.99 « *Neutralisation des produits liés aux immobilisations corporelles remboursées par rétablissement de crédits* »
- Crédit compte 2 « *Immobilisations* » spécification comptable par « *destination* »

À l'actif du compte de la classe 2, ne doit figurer *in fine* que le montant de la quote-part d'immobilisation du service contributeur.

1.8. VÉRIFICATION PAR LE SERVICE CONTRIBUTEUR DE L'IMPUTATION DE LA PROVISION VERSÉE PAR RAPPORT À CELLE DES DÉPENSES RÉELLES

Sur la base des pièces justificatives adressées par le service support, le service contributeur s'assure que l'imputation de la provision en comptabilité générale de l'État est conforme à la nature des dépenses mutualisées.

L'écart entre la prévision et l'exécution est corrigé par la transaction REMAN de l'application NDL.

2. LES ÉCRITURES COMPTABLES DE LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE - VARIANTE N° 2

La variante n° 2 correspond à la procédure classique de rétablissement de crédits décrite par l'instruction codificatrice n° 06-043 P-R du 24 juillet 2006 (Livre 2 - Tome 4 - Titre 6).

La provision pour mutualisation est imputée directement en comptabilité générale de l'État dès le stade de son versement au service support.

2.1. COMPTABILISATION DU VERSEMENT DE LA PROVISION PAR LES SERVICES CONTRIBUTEURS

Les écritures comptables sont identiques à celles de la variante n° 1 décrites au paragraphe 1, section 1, de la partie V.

2.2. CONSTATATION DE L'ENCAISSEMENT DE LA PROVISION PAR LE SERVICE SUPPORT

L'encaissement de la provision pour mutualisation est comptabilisé comme un remboursement de dépenses par le service support.

2.2.1. Comptabilisation de l'encaissement de la provision au profit du service support

Le comptable assignataire du service support de la mutualisation est le même que celui du service contributeur.

- Débit compte 183.1 « *Opérations internes liées à des rétablissements de crédits régularisés par le même comptable assignataire* »
- Crédit compte 431.713 « *Reversements de fonds encaissés au comptant* » assorti de l'une des spécifications comptables 485.512 ou 485.612

Le comptable assignataire du service support de la mutualisation est différent de celui du service contributeur.

- Débit compte 391.31 « *Transferts divers entre comptables supérieurs – Transferts de recettes* » (sans spécification)
- Crédit compte 431.713 « *Reversements de fonds encaissés au comptant* » assorti de l'une des spécifications comptables 485.512 ou 485.612

2.2.2 Constatation de la disponibilité des fonds et des droits à rétablissement de crédits

- Débit compte 485.91 « *Droits à rétablissement de crédits – Reversements ou titres de l'année courante* »
- Crédit 485.512 « *Reversements de fonds sur dépenses ordinaires (fonctionnement). Niveau local en métropole – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* » ou
- Crédit 485.612 « *Reversements de fonds sur dépenses en capital (investissement) – Niveau local en métropole – Cessions entre services de l'État – Recettes au comptant* »

2.2.3 Constatation de la créance et du produit liés à la provision reçue

- Débit compte 431.713 « *Reversements de fonds encaissés au comptant* » assorti de l'une des spécifications comptables 485.512 ou 485.612
- Crédit compte 728.52 « *Produits des reversements entre services de l'État – opérations internes* » assorti de la même spécification que celle associée au compte 431.713

2.3. COMPTABILISATION DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS DE LA PROVISION AU PROFIT DU SERVICE SUPPORT

Les écritures comptables du rétablissement de crédits de la provision sont identiques à celles de la procédure de droit commun décrites aux paragraphes 3.1 et 3.2 de la partie IV.

2.4. LE PAIEMENT DES DÉPENSES MUTUALISÉES PAR LE SERVICE SUPPORT

Les dépenses mutualisées sont comptabilisées sur le compte 6 « *Charges de fonctionnement* » ou sur le compte 2 « *Immobilisations* » selon la nature des dépenses mutualisées.

En comptabilité budgétaire, ces dépenses sont supportées par le programme qui a bénéficié des crédits ouverts à la suite du rétablissement de crédits des provisions.

2.4.1. Constatation de la dette (écriture automatique en CGL)

- Débit compte 6 « *Charges de fonctionnement* » assorti de la spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) ou
- Débit compte 2 « *Immobilisations* » assorti de la spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action)
- Crédit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) et « par nature » (code alphanumérique) ou
- Crédit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) et « par nature » (code alphanumérique)

2.4.2. Validation du mandat de paiement

Sélection du mode règlement « VB » dans l'application NDL.

L'écriture automatique est générée en CGL par le flux « mandi ».

- Débit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) et « par nature » (code alphanumérique) ou
- Débit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) et « par nature » (code alphanumérique)
- Crédit compte 399.021 « *Compte de liaison entre applications informatiques* » spécification comptable 05-23

L'application PSAR remet l'écriture automatique suivante en CGL constatant le paiement aux fournisseurs

- Débit compte 399.021 « *Compte de liaison entre applications informatiques* » spécification comptable 05-23
- Crédit compte 512.641 « *Banque de France – Moyens de paiement en cours de décaissement – Virements bancaires – Compte d'opérations des comptes centralisateurs* »

2.5. COMPTABILISATION DE LA RESTITUTION DE PROVISION NON EMPLOYÉE PAR LE SERVICE SUPPORT

Le reliquat de la provision non employée, restitué par le service support, est comptabilisé au compte de la classe 6 « *Charges de fonctionnement* » ou de la classe compte 2 « *Immobilisations* ».

2.5.1. Constatation de la dette à l'égard des services contributeurs (écriture automatique en CGL)

- Débit compte 6 « *Charges de fonctionnement* » assorti de la spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) ou
- Débit compte 2 « *Immobilisations* » assorti de la spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action)
- Crédit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) et « par nature » (code alphanumérique) ou
- Crédit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) et « par nature » (code alphanumérique)

2.5.2. Validation du mandat de paiement

Sélection du mode de règlement « Divers » dans l'application NDL

L'écriture automatique est générée en CGL par le flux « mandi »

- Débit compte 401.1 « *Fournisseurs – Achats de biens ou de services* » assorti de la spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) et « par nature » (code alphanumérique) ou
- Débit compte 404.1 « *Fournisseurs – Achats d'immobilisations* » spécification comptable « par destination » (programme /action / sous-action) et « par nature » (code alphanumérique)
- Crédit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits – Opérations internes* »

2.5.3. Mise en paiement (écriture manuelle en CGL)

Le comptable assignataire du service contributeur est différent de celui du service support (transfert au comptable assignataire du service contributeur).

- Débit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits – Opérations internes* »
- Crédit compte 391.31 « *Transferts divers entre comptes supérieurs – Transferts de recettes* » spécification comptable (sur 4 caractères) du codique du comptable du service contributeur

Le comptable assignataire du service contributeur est le même que celui du service support.

- Débit compte 431.72 « *Dettes liées à des rétablissements de crédits – Opérations internes* »
- Crédit compte 183.1 « *Opérations internes liées à des rétablissements de crédits régularisées par le même comptable assignataire* »

2.6. COMPTABILISATION DU RELIQUAT DE PROVISION PAR LES SERVICES CONTRIBUTEURS

Les écritures comptables sont identiques à celles de la variante n° 1, décrites au paragraphe 6, section 1 de la partie V.

2.7. COMPTABILISATION DE L'EXÉCUTION DU RÉTABLISSEMENT DE CRÉDITS DU RELIQUAT DE PROVISION PAR LE SERVICE CONTRIBUTEUR

Les écritures comptables de rétablissement de crédits sont identiques à celles de la procédure de droit commun décrites aux paragraphes 6.3 et 6.4 de la partie IV.

Cas particulier des dépenses d'investissement mutualisées imputées en classe 2.

Le reliquat de provision remboursé doit être neutralisé en CGL sur le compte 2 « *Immobilisations* » par l'écriture manuelle suivante :

- Débit compte 728.99 « *Neutralisation des produits liés aux immobilisations corporelles remboursées par rétablissement de crédits* »
- Crédit compte 2 « *Immobilisations* » spécification comptable par « destination »

À l'actif du compte de la classe 2, ne doit figurer *in fine* que le montant de la quote-part d'immobilisation du service contributeur.

2.8. VÉRIFICATION PAR LE SERVICE CONTRIBUTEUR DE L'IMPUTATION DE LA PROVISION VERSÉE PAR RAPPORT À CELLE DES DÉPENSES RÉELLES

Sur la base des pièces justificatives adressées par le service support, le service contributeur s'assure que l'imputation de la provision en comptabilité générale de l'État est conforme à la nature des dépenses mutualisées.

L'écart entre la prévision et l'exécution est corrigé par la transaction REMAN de l'application NDL.

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION
DÉPENSES DE L'ÉTAT ET OPÉRATEURS

FRANÇOIS TANGUY

